

INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

DES CITOYENS
DES IDÉES
DES PROJETS

■ UNE NOUVELLE BOÎTE À IDÉES POUR LE QUÉBEC

DES TEXTES DE

Claude Béland
Gérard Bouchard
Miriam Fahmy
Frédéric Lesemann
Luc Martin
Henry Milner
Ian Parenteau
Conrad Sauvé
Roger Simard
Michel Venne

www.inm.qc.ca

L'INM, pluralisme et innovation

Conrad Sauvé



L'Institut du Nouveau Monde fait ses premiers pas dans la vie publique ces jours-ci, mais après tout de même bientôt deux années de préparation. L'INM n'est pas une génération spontanée et sa naissance n'est pas une réaction à des événements récents.

Toutes les personnes qui s'y sont associées l'ont fait en croyant que l'INM répondait à un besoin profond au Québec.

Dès le départ, toutefois, certains critères se sont imposés et sont devenus des valeurs de l'organisation: le pluralisme, l'indépendance et le caractère non partisan de l'Institut du Nouveau Monde.

L'INM entend favoriser des débats ouverts et inviter à y prendre part des personnes provenant de tous les horizons et de toutes origines. Nous croyons très important également de promouvoir le dialogue entre les générations.

Le Québec est devenu une société pluraliste et nous voulons refléter ce pluralisme dans nos instances, dans le «membership» de l'Institut et dans le choix des thèmes que nous aborderons lors de nos activités.

L'Institut vient d'ouvrir ses portes et il compte déjà sur la collaboration d'administrateurs, de bénévoles et de conseillers qui proviennent de diverses communautés et de quelques régions du Québec. Cette diversité va s'accroître avec le temps. Quoi qu'il en soit, nos intentions sont claires. L'invitation est faite et nous prendrons les moyens pour qu'elle soit entendue.

Pluraliste, l'INM est également un organisme non partisan. Il n'est pas né pour défendre une revendication en particulier ou une idéologie. Ses activités s'adressent à toute personne, sans égard à son affiliation partisane si elle en a une.

Enfin, l'INM tient à son indépendance. Il n'est affilié à aucune organisation partisane, militante, patronale ou syndicale. Pour préserver cette indépendance, nous veillerons à ce que les sources de financement de l'Institut soient diversifiées et nous avons conçu les règlements de régie interne de manière à éviter qu'un groupe, quel qu'il soit, puisse prendre le contrôle de l'organisation et détourne sa mission à ses propres fins.

C'est aussi pour cette raison (l'indépendance) que nous ouvrons à tous la possibilité de devenir membres de l'Institut du Nouveau Monde.

* * *

L'expression Nouveau Monde réfère bien entendu aux Amériques et se rapporte ainsi au lieu, au territoire, à la fois circonscrit et vaste, dans lequel s'inscrit d'abord le Québec. Ce nom évoque également l'esprit de l'exploration et de la découverte, il renvoie au renouvellement de la pensée, des idées et de la participation, au renouvellement des acteurs, des leaders et des générations, au changement et à la recherche, par le fait même à l'avenir.

L'INM ne se définit nullement comme un lieu de contestation. Il s'intéresse plutôt à la construction du monde. Il veut être un lieu d'innovation. D'où émergeront les idées et les leaders du Québec de demain.

Il me fait plaisir de présider à l'inauguration de l'Institut du Nouveau Monde. Mais j'agis comme représentant de l'ensemble des autres membres du conseil d'administration: Mme Dominique Anglade, M. Gérard Bouchard, Mme Geneviève Baril, M. Claude Béland, M. Michel Cossette, Mme Karine Blondin, Mme Sophie Dufour, M. Patrick Ferland, Mme Manon Forget, M. Jacques Fortin, M. Guy Lachapelle, M. Frédéric Lese mann, Mme Susan Rona, Mme Céline St-Pierre, M. Roger Simard, M. Michel Venne et M. Marcel Villeneuve.

Longue vie à l'INM!

Conrad Sauvé est président du conseil d'administration de l'Institut du Nouveau Monde

Une nouvelle boîte à idées: les vôtres

Michel Venne



En anglais, on appelle ce genre d'organisation un «think tank». Dans certains pays, ce sont des «fondations» qui jouent le même rôle. On les désigne parfois comme des «laboratoires d'idées» ou des

«boîtes à idées». Ces organisations alimentent les débats publics avec des études, des conférences, des publications. Elles réunissent en général des experts provenant d'autres milieux que les cercles universitaires. Le plus souvent, les membres des «think tanks» défendent une vision du monde et en assurent la diffusion en cherchant à influencer les décideurs.

L'Institut du Nouveau Monde est une nouvelle «boîte à idées» qui se caractérise toutefois par certaines particularités.

D'abord, l'INM prend le Québec comme territoire de référence. La société québécoise est son sujet d'étude et de préoccupation. Comment le Québec, société pluraliste mais francophone dans les Amériques, peut-il continuer à se développer dans un contexte de mondialisation marqué par l'incertitude et le changement?

L'INM prend le Québec comme référence mais il tient compte, évidemment, de ses liens avec le reste du monde. L'Institut cultivera une approche comparative; il veut s'inspirer des expériences étrangères. Il prend en considération le profond enracinement du Québec dans les Amériques sans oublier ses liens anciens avec l'Europe, son appartenance à la francophonie et son insertion dans l'espace canadien.

Ensuite, l'INM aborde les réalités québécoises dans toute leur complexité, ce qui veut dire qu'il le fait en ajoutant à l'analyse économique, hégémonique dans les débats politiques des dernières années, les perspectives sociale et culturelle. L'Institut du Nouveau Monde œuvre dans une perspective de justice sociale. Il souhaite notamment concevoir de nouveaux indicateurs permettant de mesurer le développement économique, mais aussi le développement social et culturel du Québec en comparaison avec le reste du monde.

Enfin, les fondateurs de l'Institut du Nouveau Monde croient fermement que le renouvellement des idées passe par la participation des citoyens. Une boîte à idées, certes, mais que ces idées reflètent les préoccupations, les aspirations et les préférences des citoyens. Ces idées, que ce soient les vôtres, en

quelque sorte.

Pour favoriser le renouvellement des idées, l'INM veut provoquer la rencontre entre les savoirs et les valeurs, en suscitant un dialogue permanent entre les décideurs, les experts et les citoyens et citoyennes. Il veut capter la parole citoyenne, la mettre en forme et assurer sa diffusion et sa reconnaissance.

L'avenir de la société québécoise dépend d'une économie de marché dynamique, d'un État fonctionnel, efficace et transparent. Mais il dépend aussi d'une société civile forte, bien informée, rompue aux règles de la délibération, apte à participer aux décisions et à produire de l'innovation.

Par ses actions, l'INM encourage la participation des citoyens, contribue au développement des compétences civiques, au renforcement du lien social et à la valorisation des institutions démocratiques, de manière à susciter et à nourrir l'intérêt des citoyens et citoyennes, y compris de ceux et de celles qui se sentent aujourd'hui éloignés, voire exclus, de l'espace public.

L'INM contribue ainsi à révéler les enjeux cachés, les aspirations de la population, mais aussi ses inquiétudes, ses doléances et ses clivages.

Toute cette entreprise vise, bien entendu, à terme, à donner le goût de l'action et à influencer les décideurs, à aider les décideurs à décider mieux.

Le cahier que vous tenez entre vos mains donne un aperçu des réflexions des membres fondateurs de l'Institut et des activités que celui-ci entend mettre en œuvre au cours des premiers mois de son existence.

L'INM organise en août prochain, avec le soutien financier du Fonds Jeunesse Québec, une université d'été pour les jeunes de 15 à 30 ans. L'Annuaire du Québec, publié aux Éditions Fides, devient une publication de l'Institut. Nous

voulons explorer, avec notre partenaire Conceptis Technologies, toutes les possibilités qu'offre Internet à des fins de délibération et d'information du public sur les enjeux de société, et pour rejoindre les gens de toutes les régions du Québec. Nous organiserons des cercles de réflexion pour les membres. Nous publierons une revue. Nous prévoyons la tenue, à compter de l'automne, d'une série de cinq rendez-vous stratégiques pour le Québec.

Mais l'INM deviendra ce que ses membres en feront. C'est une invitation.

Michel Venne est directeur général de l'Institut du Nouveau Monde

SOYONS LES ARTISANS DE NOTRE AVENIR
page 3

UN ANCÊTRE DE L'INM
page 4

L'UNIVERSITÉ DU NOUVEAU MONDE
page 5

LE BILAN ANNUEL
DU QUÉBEC CONTEMPORAIN
page 6

DANS QUELLE SOCIÉTÉ VOULEZ-VOUS
VIVRE DANS 20 ANS?
page 7

LE GOÛT DE L'AVENIR
page 8

COMMENT AMÉLIORER LES COMPÉTENCES
CIVILES AU QUÉBEC
page 9

COMMENT LES NTIC
CHANGENT LA SOCIÉTÉ
page 10

LE QUÉBEC ET L'INTÉGRATION
CONTINENTALE:
DE L'«AMÉRICANITÉ» À L'«AMÉRICANITÉ»
page 11 ET 12

NOS INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES
ONT BESOIN D'UN RAJEUNISSEMENT
page 13

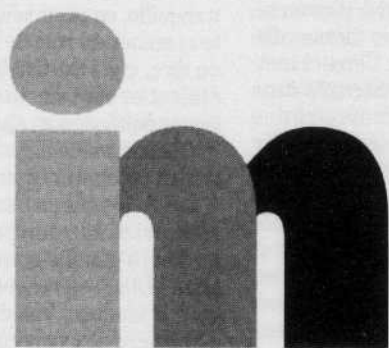
LES TROIS FACES DE LA DÉMOCRATIE
page 14

DEVENEZ MEMBRE
page 15

Soyons les artisans de notre avenir

Pour un renouvellement du débat démocratique au Québec

Déclaration des fondateurs de l'Institut du Nouveau Monde



INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

Le temps d'évaluer, de rafraîchir, de réviser les modèles de développement et de gouverner du Québec est arrivé. Le Québec a besoin d'idées neuves et de solutions audacieuses aux problèmes anciens qui subsistent et à ceux qui apparaissent dans un monde qui change.

Le moment est aussi venu de se redonner des objectifs collectifs et de renouer avec l'enthousiasme, la formidable énergie qui accompagne la naissance de grands projets. Dans quelle société voulons-nous vivre dans 20 ans et que devons-nous faire

d'ici là pour y arriver?

Le monde et le Québec changent. Des certitudes anciennes se sont écroulées. Des mutations profondes suscitent de vives inquiétudes en même temps que de grands espoirs. Elles montrent aussi qu'un autre monde est possible.

Or, nous voulons être des artisans de ce monde en devenir et non pas seulement les témoins et encore moins les victimes de son évolution.

Les urgences s'accumulent. Nos concitoyens expriment sans équivoque un désir de renouvellement des idées, des façons de faire et de penser, mais aussi de nos solidarités:

- Que ce soit au nom des jeunes, autant ceux qui ont perdu leurs illusions et sont tentés de décrocher que ceux qui cultivent de grandes ambitions pour eux-mêmes et pour leurs proches mais qui se heurtent à des obstacles, à la précarité du monde du travail, aux insuffisances de nos institutions ou aux incertitudes soulevées par la mondialisation.
- Que ce soit au nom des habitants des régions dont la décroissance démographique se poursuit à un rythme accéléré dans un contexte de vieillissement de la population. Ou, encore, au nom des Montréalais, dont la ville est désormais placée en concurrence avec les autres métropoles nord-américaines tout en demeurant le milieu de vie de la moitié des Québécois.
- Que ce soit à l'égard d'un territoire, de ressources ou d'un environnement à protéger.
- Que ce soit au nom de cette nation francophone, qui se veut pluraliste et inclusive, accueillante pour les nouveaux arrivants, profondément enracinée dans les Amériques mais ouverte à toutes les influences.
- Que ce soit au nom de la justice sociale et des valeurs démocratiques.

Nous savons que le Québec est capable de faire face aux impératifs du renouvellement. C'est une société parmi les plus scolarisées du monde, habituée au dialogue et à la concertation, ayant démontré au cours des 40 dernières années une formidable capacité d'innovation, un esprit de conquête et une créativité aujourd'hui mondialement reconnus.

Mais la volonté d'agir semble maintenant entravée. Les liens sociaux s'affaiblissent. Des problèmes anciens paraissent insolubles tandis que la population éprouve souvent le sentiment de n'avoir pas ou peu d'influence sur les choix qui façonnent l'avenir.

Or, nous refusons le fatalisme et voulons contrer le sentiment d'impuissance qui pourrait s'installer. Nous proposons de raviver le dialogue, les échanges et les débats sur tout le territoire du Québec, et ainsi de relancer l'imaginaire québécois.

Nous affirmons que la société civile peut devenir le principal catalyseur des espoirs et des idées pour un Québec nouveau, pour un «nouveau monde». C'est à elle qu'il revient de prendre le leadership et de se réappropriier les lieux de réflexion et les leviers d'action.

Nous croyons que seuls les citoyens peuvent déterminer, par leur participation aux débats publics et au sein des institutions démocratiques, le changement qui correspond à leurs besoins et à leurs aspirations.

Cette participation doit se réaliser dans des conditions favorables. Nous voulons contribuer à créer ces conditions.

Nous avons procédé cette semaine, le 22 avril, à Montréal, au lancement de l'Institut du Nouveau Monde, un institut indépendant, non partisan, à but non lucratif, voué au renouvellement des idées et à l'animation des débats publics au Québec.

LINM veut, d'une part, réunir une information fiable sur le Québec et rendre cette information disponible, dans un langage clair et accessible pour le grand public, notamment en organisant une université d'été pour les jeunes et par la publication de *L'Annuaire du Québec*. Il veut mettre au point des indicateurs permettant de mesurer le développement économique, social et culturel du Québec en comparaison avec le reste du monde. Il veut mettre à profit les nouvelles technologies de l'information pour favoriser la délibération publique et rejoindre les citoyens et citoyennes de toutes les régions du Québec.

Il veut, d'autre part, stimuler la réflexion et la prise de parole par les citoyens et les citoyennes en suscitant leur participation à des débats ouverts, des échanges, des dialogues, conférences et rendez-vous stratégiques sur les grands enjeux de notre temps. Il entend capter cette parole, la mettre en forme et lui assurer une diffusion et une reconnaissance dans l'espace public.

Nous voulons contribuer à remettre le Québec en marche, retrouver l'esprit des fondateurs et susciter l'émergence d'idées neuves, de solutions et de projets concrets répondant aux aspirations d'une société juste, démocratique et pluraliste.

Et nous vous invitons à vous joindre à nous.

Ont signé: Dominique Anglade, Claude Béland, Geneviève Baril, Karine Blondin, Gérard Bouchard, Michel Cossette, Roch Denis, Catherine Desbarats, Sophie Dufour, Yves Dupré, Patrick Ferland, Manon Forget, Jacques Fortin, Alain G. Gagnon, Frédéric Gagnon, Christian Giguère, Martine Hébert, Frédéric Lesemann, Luc Martin, Magie Mendell, Henry Milner, Alain Noël, John Parisella, Susan Rona, Céline Saint-Pierre, Caroline Sauriol, Conrad Sauvé, Roger Simard, Guillaume Vaillancourt, Gaétan Venne, Michel Venne, Akos Verboczy.

Un ancêtre de l'INM

L'Institut canadien des affaires publiques (ICAP) : témoin et catalyseur de l'éveil du Québec

Luc Martin

C'est à l'automne 1954 que l'Institut canadien des affaires publiques amorçait une série de conférences annuelles qu'il devait organiser ensuite jusqu'à la fin des années 1960. Le thème de la première conférence était «Le peuple souverain». Il y a donc 50 ans cette année.

Dans le décor des Laurentides, ce rendez-vous annuel réunissait des intellectuels, des administrateurs publics, des députés, des hommes d'affaires, des leaders syndicaux, des militants de divers mouvements sociaux, des représentants des régions. Quelques invités de l'étranger, de France surtout, sont venus, au gré des ans, participer à ces échanges studieux et disciplinés. Des représentants de l'Acadie et des autres communautés francophones du Canada ont également pris part à certaines de ces rencontres.

La radio de Radio-Canada collaborait à la préparation et à la tenue de ces assises. Plusieurs de ses émissions d'information et d'affaires publiques ont assuré le prolongement sur les ondes des débats initiés dans le cadre des ateliers et des sessions plénières. Les pré-

sentations et échanges des quelque 15 conférences annuelles de l'ICAP ont fait l'objet de publications.

Têtes d'affiche

C'est tout un bottin qu'il faudrait pour relever les noms des conférenciers, panélistes et intervenants divers qui ont alimenté les débats de l'ICAP et qui ont, par la suite, marqué la vie publique québécoise. André Laurendeau, Pierre-Elliott Trudeau, Gérard Pelletier mais aussi Pierre Dansereau, Thérèse Gouin-Décary, Jean Marchand et Léon Lortie étaient là durant les premières années d'activités. Frank R. Scott, Roland Parenteau, Jacques Henripin, Fernand Daoust et Jeanne Sauvé y ont contribué, tout comme Charles Taylor, Guy Bourassa, Arthur Tremblay, Alfred Rouleau, Michel Blondin et Louis O'Neill. À des moments de leur carrière où il s'étaient moins connus, Guy Legault, Guy Coulombe, Fernand Dumont, Robert Bourassa ont aussi enrichi de leurs diagnostics et de leurs choix les ateliers de l'Institut.

Ces conférences annuelles ont pu être taxées d'élitisme et se dérouler dans une ambiance perçue alors comme étant académique, voire technocratique. Elles constituaient néanmoins un rassemblement à la fois

important et couru. Le sociologue Marcel Rioux, président de l'Institut au tournant des années 1960, indiquait dans sa présentation des Actes de la conférence de 1961, sur le thème de «L'Église et le Québec», que les sessions de jour de ces «réflexions en résidence» étalées sur quatre jours regroupaient quelque 200 participants, alors que les conférences du soir pouvaient attirer entre 400 et 500 personnes.

Commencées au cœur de la «grande noirceur», les réunions de l'Institut devaient témoigner comme à distance, par leur côté retraite fermée, d'une période d'éveil, d'ouverture et de combats que reflètent les thèmes discutés et la vigueur des débats. Ceux-ci mettaient en présence des acteurs engagés dans leur milieu respectif, des femmes et des hommes «branchés», soucieux de se réserver une petite parenthèse, chaque automne, pour comparer leurs notes.

En fait, ces conférences annuelles auront contribué à la consolidation d'oppositions et de luttes de formes multiples — politiques, syndicales, culturelles — et à la dissipation progressive de cette noirceur. Elles s'ouvraient simultanément à des préoccupations nouvelles, fougueusement modernes, qui ont inspiré d'abord et accompagné ensuite la Révolution tranquille.

Le Québec et l'international

Les conférences de l'ICAP étaient axées, au Québec, sur des rattrapages pressants dans tous les domaines: vie démocratique, éducation, laïcisation, redéfinition du rôle de l'État, utilisation des ressources humaines, disparités régionales, problèmes de logement et d'aménagement urbain, autant d'enjeux que l'Institut canadien des affaires publiques mettait en exergue et en regard desquels il organisait un espace d'échanges, de débats et souvent de confrontations.

Ces conférences ont aussi traité de questions internationales: les conférences de 1957 et 1958 avaient pour thèmes «La communauté mondiale et le Canada» et «Les relations canado-américaines», celle de 1960 portait sur «L'Occident et le défi du Tiers-Monde».

Bon nombre des courants de pensée qui agitaient le Québec au tournant des années 1960 ont trouvé une occasion de faire valoir leur diagnostic et leurs propositions de solutions dans le cadre des échanges que suscitait l'ICAP. Pour plusieurs des spécialistes des sciences sociales issus des premières cohortes formées dans nos universités, les conférences de l'Institut donnaient l'occasion de passer de la théorie à la pratique, de mesurer l'ampleur des défis à relever, de déconstruire aussi certaines représentations par trop convenues des réalités socioéconomiques québécoises.

Groupes sociaux et politiques ont eu l'occasion, grâce à l'ICAP, d'échanger valeurs et expertises diverses aux fins de transformer un Québec qui était alors sur une lancée très vigoureuse. Il fallait prendre la mesure de nos

retards, choisir des cibles de développement claires et engager une reprise en main responsable, ici même et dans les rapports politiques liant le Québec au Canada.

Une unanimité certaine regroupait les modernisateurs québécois des années 1950. Tant qu'il s'agissait de remettre en question les cadres vermoulus et l'ambiance étouffante de la période duplessiste, les consensus sur les urgences s'établissaient rapidement. Divergences et choix politiques ont commencé à se manifester au fur et à mesure de la mise en œuvre des grandes réformes de la Révolution tranquille, en particulier sur l'axe gauche-droite et autour du rôle de l'État, des États devraient-on dire, celui du Québec et l'État fédéral, qui étaient et sont encore générateurs de politiques publiques au Québec.

La conférence organisée par l'ICAP en 1962 portait précisément sur «Le rôle de l'État».

Les Actes qui en témoignent offrent un portrait éclairant des perspectives dans lesquelles, à gauche comme à droite, on envisageait l'État, ses responsabilités et ses atouts pour le Québec. Vus d'aujourd'hui, les enjeux en matière de gouvernance alors posés et encore débattus méritent le détour (1). Ils devaient colorer les échanges et discussions des conférences des années ultérieures, reflétant en cela les tendances politiques en émergence qui allaient marquer le Québec des années 1970 et suivantes.

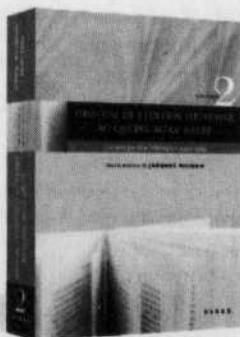
Les conférences annuelles de l'ICAP ont été des temps forts de la délibération publique. Communauté politique de petite taille, le Québec d'alors y a ouvert des pistes dans l'analyse et la gestion des affaires publiques. Conférenciers et participants, œuvrant dans un grand nombre de sphères d'activité, se sont échangés des informations stratégiques, ils y ont construit des réseaux et sans doute aussi des solidarités. Ils y ont consolidé également des divergences que d'autres arènes politiques ont révélées par la suite.

C'est un même souci de constituer un espace public d'échanges et de délibérations ouvert à la société civile qui habite l'INM. Le contexte est évidemment très différent. La concertation s'est déployée selon plusieurs modèles et dans plusieurs lieux au Québec depuis les 30 dernières années. Les sources d'information sur les réalités sociales, économiques et politiques sont maintenant multiples et accessibles. Associations et mouvements sociaux sont dépositaires d'expertise et d'expérience solides et variées, et aussi de projets porteurs. Ne faut-il pas y voir justement un appel à la création de lieux de réflexion et de synthèse d'un nouveau genre?

(1) «Le rôle de l'État», conférence annuelle de l'Institut canadien des affaires publiques (ICAP), 1962, sous la dir. d'André Raynauld, Les Éditions du Jour, coll. «Les idées du Jour», Montréal, 1963, 168 pages.

Luc Martin fut secrétaire de l'ICAP. Ancien sous-ministre il est membre du comité d'orientation et de programmation de l'INM.

Des livres et des idées



L'histoire inédite de la littérature québécoise tracée à partir de la figure de l'éditeur.

SOUS LA DIRECTION DE JACQUES MICHON

Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle

NOUVEAUTÉ

Volume 2: Le temps des éditeurs • 1940-1959

540 pages • 39,95 \$

Volume 1: La naissance de l'éditeur • 1900-1939

488 pages • 34,95 \$



La première synthèse d'histoire intellectuelle qui permet de comprendre d'où vient le Québec.

YVAN LAMONDE

Histoire sociale des idées au Québec (1760-1960)

NOUVEAUTÉ

Volume 2: 1896-1929

336 pages • 29,95 \$

Volume 1: 1760 - 1896

576 pages • 34,95 \$



www.editionsfides.com

FIDES

L'Université du Nouveau Monde

Pour un engagement des jeunes citoyens

Miriam Fahmy

Première activité d'envergure de l'INM, l'Université du Nouveau Monde se propose de devenir un rendez-vous annuel des jeunes du Québec. Cette université d'été réunira à Montréal pour sa première édition, du 19 au 22 août 2004, un demi-millier de jeunes provenant de toutes les régions du Québec autour d'un programme de quatre jours de débats, de conférences et d'autres activités d'éducation et de participation civique portant sur les grands enjeux de notre temps.

Former des citoyens

L'Université du Nouveau Monde est un lieu d'apprentissage et d'échanges où des centaines de jeunes, âgés de 15 à 30 ans et provenant de tous horizons, seront appelés à s'exprimer sur les sujets qui les préoccupent et à prendre part à une expérience démocratique. Elle réunit des jeunes québécois afin qu'ils acquièrent, ensemble, connaissances et compétences citoyennes.

L'université d'été suscitera leur intérêt pour

la chose publique en développant leurs compétences civiques et en les encourageant à débattre de sujets d'actualité. En nourrissant l'intérêt des jeunes, y compris de ceux qui se sentent aujourd'hui éloignés ou exclus de l'espace public, l'université d'été éveillera leur goût pour l'implication sociale et les préparera à devenir des citoyens intéressés, engagés dans leur communauté, dans la société. Elle leur donnera le goût de devenir des artisans du Québec de demain.

Apprendre, pour rêver le Québec

Le programme, qui sera disponible sur le site Internet de l'Université dans les prochaines semaines, est réparti en trois niveaux d'activités. Les participants assisteront à des sessions d'initiation à la citoyenneté au cours desquelles ils seront sen-

sibilisés aux grands axes sur lesquels se fonde la participation civique: la gouvernance dans le modèle québécois et le rôle de la société civile et des citoyens.

Ces jeunes assisteront à des conférences et participeront à des séminaires, des ateliers de création, des jeux de rôle, du ciné-débat et d'autres activités, au choix, qui porteront sur une multitude de thèmes: les conséquences de la mondialisation, les défis que pose la sauvegarde de l'environnement, la conciliation d'identités multiples, les leviers du développement économique, le rôle de l'éducation dans la société et celui du travail dans leur vie, la transformation de la famille et bien d'autres questions. C'est par le biais de ces activités que l'Université donnera aussi l'occasion à ces jeunes

d'entrer en contact avec des acteurs sociaux en tous genres: des créateurs d'entreprise, des syndicalistes, des militants, des artistes, des hommes et femmes politiques, des journalistes.

Enfin, les participants se trouveront en situation de pratique démocratique lorsqu'ils se réuniront en équipes pour un projet qui s'étendra sur les quatre jours. Ils seront appelés à mener une réflexion articulée sur les sujets qui concernent l'avenir du Québec. Ils devront réfléchir à leurs valeurs, formuler une vision du Québec dans 20 ans et proposer des mesures pour mettre cette vision en œuvre. Au terme de l'université d'été, les jeunes auront formulé une cinquantaine de propositions. Le recueil de ces recommandations sera diffusé largement auprès du public et présenté aux leaders de la société québécoise.

Bien avant leur arrivée à l'Université du Nouveau Monde, les participants recevront de la documentation. Ils recevront une lettre d'information électronique qui les tiendra au courant des nouvelles de l'INM et de l'université d'été. Ils auront aussi accès, sur le site Internet de l'université d'été, à des fiches thématiques sur les sujets qui seront abordés lors des activités de l'Université. Enfin, chaque participant recevra une copie de *L'Annuaire du Québec*.

Un nouveau souffle citoyen

L'INM va susciter l'intérêt des jeunes et moins jeunes pour les enjeux d'ordre public. Non seulement auprès des centaines de participants à l'Université, mais également auprès de leurs proches, de leurs amis, de leurs collègues d'étude ou de travail et des communautés auxquelles ces jeunes appartiennent.

La continuité de l'activité, sur une base annuelle, permettra à des milliers de jeunes de vivre cette expérience unique.

L'université d'été, en développant les compétences civiques de milliers de Québécois, contribuera à rehausser le niveau d'engagement social et politique au sein de la société québécoise.

Vous êtes cordialement invités...

Ceux et celles qui souhaitent obtenir plus de renseignements ou s'inscrire à l'université d'été peuvent consulter le site Internet de l'Institut du Nouveau Monde, section Université d'été, à l'adresse <www.inm.qc.ca>. Vous pouvez également écrire à universite@inm.qc.ca ou appeler l'équipe au ☎ (514) 934-5999.

Miriam Fahmy est chargée de projet pour l'Université du Nouveau Monde au sein de l'INM.



UNIVERSITÉ
DU NOUVEAU MONDE



L'équipe de l'Université du Nouveau Monde : devant, de gauche à droite : Sébastien Allard, Elsie Lefebvre. Au deuxième rang : Martin Faucher, Marie-Pierre Rouette, Amélie Hamilton, Miriam Fahmy, Ian Parenteau. Derrière : Alexandre Meunier.

PHOTO : JACQUES GRENIER, LE DEVOIR



Fonds Jeunesse Québec

Le bilan annuel du Québec contemporain

À compter de son édition 2005, *L'Annuaire du Québec* devient une publication conjointe des Éditions Fides et de l'Institut du Nouveau Monde. L'ouvrage reste sous la direction de Michel Venne.

Publié une fois l'an depuis 1995, il s'agit d'un ouvrage de référence destiné au grand public, aux enseignants et aux experts, qui fait le bilan du Québec et trace des perspectives dans les domaines social, politique, économique et culturel. L'ouvrage a été remanié pour sa dernière édition (2004). Il comporte plus de 1000 pages, des photographies, des caricatures, des cartes, des tableaux et des graphiques. Le graphisme a été rajeuni. De nouvelles sections sur les phénomènes religieux et sur l'administration publique se sont ajoutées à celles qui, depuis ses débuts, font le succès de l'ouvrage, dont celle sur les tendances sociales dirigée par Simon Langlois de l'Université Laval, et le panorama des régions du Québec réalisé sous la direction de Normand Brouillette de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

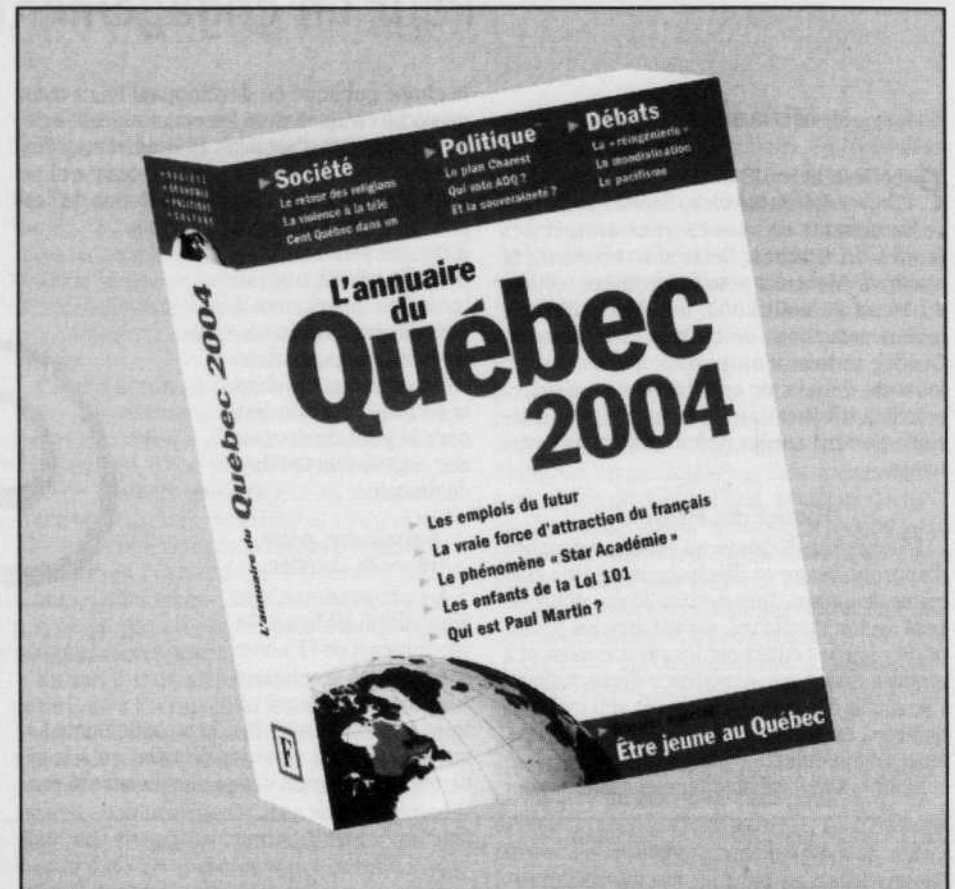
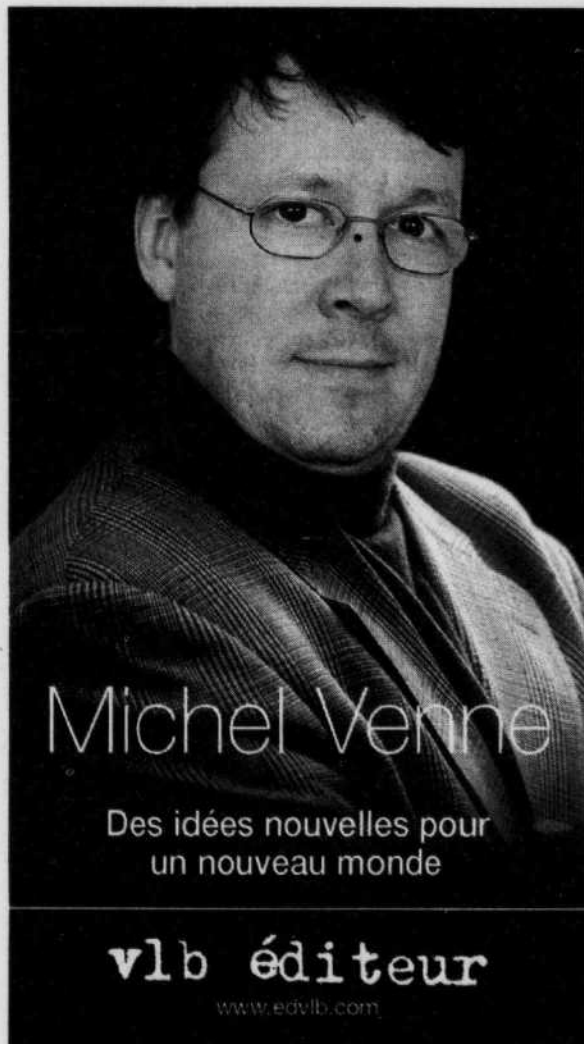
L'édition 2004 de *L'Annuaire du Québec* propose les textes inédits de plus de 130 auteurs, parmi les meilleurs spécialistes québécois dans leurs domaines respectifs.

Les grandes tendances de changement observées au Québec par nos collaborateurs vont bien au-delà de la « réingénierie » promise par le nouveau gouvernement. Le Québec, en fait, vit une mutation d'une profondeur inégale, notamment sous l'effet de la dénatalité. Le

spectre de l'augmentation des inégalités guette également le Québec.

Après une année tumultueuse sur tous les plans (du pacifisme à l'altermondialisme, des garderies aux syndicats, du nouveau gouvernement à Québec à l'arrivée de Paul Martin à Ottawa), ce livre fournit les données factuelles et les éléments de réflexion pour aider à comprendre l'impact des grands événements de l'année écoulée et pour saisir l'évolution du Québec au-delà des soubresauts de l'actualité.

Parmi les sujets vedettes de l'édition 2004, on trouve: les emplois du futur; le phénomène Star Académie (télé-réalité); la violence à la télévision; le premier portrait des enfants de la loi 101; une analyse de la force d'attraction réelle du français au Québec; le retour des religions; la décriminalisation du cannabis; le clonage et les techniques de procréation assistée; le jeu pathologique; les ententes avec les nations autochtones; un dossier spécial: être jeune au Québec; l'héritage de Jean Chrétien; un portrait de Paul Martin; un portrait de Jean Charest; le Canada dans l'ombre des États-Unis; le Québec et la mondialisation; 90 pages de résultats, d'analyses et de photos sur les élections québécoises du 14 avril 2003; un essai de Gérard Bouchard sur l'idéal des Québécois; un débat sur le pacifisme; une analyse de la « réingénierie » proposée par Jean Charest; l'année du Québec dans le roman, les essais et le cinéma; un état de la situation des médias au Québec; un texte de Madeleine Monette sur New York.

Michel Venne

Des idées nouvelles pour un nouveau monde

v**l**b éditeur

www.edv**l**b.com

MICHEL VENNE

Souverainistes, que faire?

Essai • 216 p. • 21,95 \$

MICHEL VENNE

Les porteurs de liberté


Essai • 288 p. • 26,95 \$



INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Devenez membre

voir page 15



valeurs ajoutées

ALEXANDRE, MARIE-CLAUDE, JACQUES, ELISE ET JEAN-PIERRE ONT COMPRIS QUE LE MEILLEUR PROFIT, C'EST QUAND TOUT LE MONDE Y GAGNE. ILS ONT CHOISI DE TRAVAILLER POUR LE BIEN COMMUN AU SEIN D'ENTREPRISES QUI VALORISENT LE RESPECT, LA DÉMOCRATIE ET LA SOLIDARITÉ.

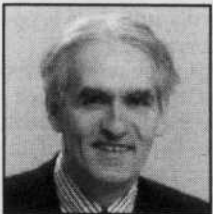
L'ÉCONOMIE SOCIALE. ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE www.charities.qc.ca

Québec 2025 – Les rendez-vous stratégiques de l'INM

Dans quelle société voulez-vous vivre dans 20 ans?

Gérard Bouchard



La création de l'Institut du Nouveau Monde fait écho à une triple préoccupation.

La première a trait à la démocratie. Comment redonner vie au citoyen pour qu'il devienne un véritable acteur et non pas un simple observateur ou un témoin impuissant de la vie collective, à distance des institutions, ignoré des centres de décision? En d'autres mots, comment donner une voix à ceux et celles qui ne se font jamais entendre, sauf à l'occasion d'élections?

La deuxième préoccupation concerne l'information et le débat public. Il importe de diffuser plus efficacement l'information vers la masse de la population, en particulier les personnes qui, pour diverses raisons, y ont moins facilement accès. Mais cette opération doit aussi favoriser une prise de conscience et une volonté de débattre qui sont les deux conditions d'une vie citoyenne libre et responsable.

La troisième préoccupation touche aux valeurs, aux idéaux qui devraient animer la vie publique et fournir des directions pour la société. Au Québec comme ailleurs en Occident, un sentiment de désarroi, d'impuissance et de scepticisme se répand. Il se traduit par diverses formes de désaffection et de démission. L'Institut voudrait œuvrer à contrer ce sentiment en amorçant une réflexion sur les tendances et les perspectives de l'imaginaire québécois, sur les horizons vers lesquels on pourrait tendre, sur les idées ou les rêves qui pourraient redonner «le goût de l'avenir».

Le diagnostic

À la poursuite de ces objectifs, l'Institut a cru qu'une tâche préliminaire s'imposait, soit de prendre connaissance du terrain. Après quelques décennies de Révolution tranquille, au terme d'une période d'effervescence dont l'héritage est diversifié sinon discordant, quel est l'état de la société québécoise? Quels sont les dynamismes, les inerties? Où sont les audaces, les résistances? Qu'est-ce qui va, qu'est-ce qui ne va pas? Dans quelles voies le Québec est-il présentement engagé? En somme, nous ressentons le besoin de prendre le pouls de cette société avant de prescrire quoi que ce soit: de voir où elle en est avant d'aviser formellement de ce qu'elle devrait faire en priorité.

Ces interrogations ont suggéré l'idée d'une vaste opération, Québec 2025, dont le premier volet consistera dans une série de cinq grands rendez-vous en cascade, étalés sur un peu plus d'un an. Le deuxième volet, en s'inspirant des résultats du premier, prendra la forme d'une délibération publique afin de convenir de directions d'action pour notre société, en même temps que d'un programme d'activités pour notre institut.

Ces «Rendez-vous stratégiques de l'INM» proposeront en quelque sorte un tour du Québec en cinq étapes, de manière à faire le point sur les principaux aspects de notre société et à recueillir des suggestions pour l'avenir. Les thématiques des cinq événements sont les suivantes (nous les caractérisons sommairement en énonçant quelques-unes des questions qui seront à l'ordre du jour):

- Rencontre 1: Le social. Au Québec, cette question a pratiquement été marginalisée depuis les années 1980. Nous voulons la remettre à l'ordre du jour; c'est pourquoi nous en faisons le sujet de la première rencontre. Comment se distribue la richesse? Les Québécois sont-ils en train de s'appauvrir? Le tissu social est-il en train de se défaire? Faut-il repenser les politiques sociales?

- Rencontre 2: L'économique. Qu'est devenu le Québec inc. et que nous a-t-il apporté? Qui contrôle notre vie économique? Quelle

est la marge de manœuvre du Québec? Quelles sont les mutations en cours dans le monde du travail? Et dans celui du capital?

- Rencontre 3: Le culturel. Vivons-nous présentement une crise des idéaux et des valeurs civiques? Assistons-nous à l'émergence d'une culture commune? Où en est le modèle de la nation québécoise comme cadre d'intégration plurielle et comme francophonie nord-américaine? Quelle est la condition du système d'enseignement et quels en sont les enjeux? Que devient «l'exception culturelle québécoise»?

- Rencontre 4: La population. Comment va la santé? Quels sont les coûts et les profits de la croissance et de la décroissance démographique? Comment les Québécois occupent-ils leur territoire? Les jeunes boudent-ils leur société?

- Rencontre 5: Le politique. L'État est-il trop gros, trop présent, trop actif? De quel pouvoir dispose le citoyen? Souffrons-nous

d'un déficit démocratique? Peut-on encore faire confiance à nos dirigeants?

Mondialisation et continentalisation

On aura noté que la mondialisation et, plus particulièrement, l'insertion du Québec dans son cadre panaméricain, n'apparaissent explicitement dans aucun des cinq thèmes. C'est que ces deux sujets en constituent la toile de fond; ils seront abordés sous divers angles dans chacune des rencontres. Par ailleurs, les conférenciers seront invités à présenter des aperçus de synthèse, à caractère empirique, assortis de comparaisons avec d'autres sociétés, ceci afin de mieux éclairer les données québécoises.

Enfin, nous verrons à ce que toutes les rencontres soient largement médiatisées et ouvertes au grand public. Nous tenons aussi à favoriser la participation des citoyens aux débats, autant lors des rendez-vous, sur Internet, que lors d'activités préparatoires.

Historien et sociologue, Gérard Bouchard est professeur à l'UQAC et membre du conseil d'administration de l'INM.

Un état des lieux
du Québec
d'aujourd'hui,
des stratégies
pour le Québec
de demain



Où en est le Québec? Qu'est-ce qui va, qu'est-ce qui ne va pas? Quel est l'État des lieux? Quelles sont les perspectives et les stratégies d'avenir?

PHOTO: JACQUES GRENIER, LE DEVOIR

Le goût de l'avenir

Michel Venne

Du 12 janvier au 19 avril 2004, Michel Venne a publié dans Le Devoir une série de chroniques sur le thème: «Le goût de l'avenir». Il a abordé successivement la famille, le travail, l'impôt, l'école, la ville et la campagne, l'éthique, la démocratie, la mondialisation. Il a invité ses lecteurs à lui écrire s'ils étaient intéressés par la création d'un institut voué au renouvellement des idées et à l'animation des débats publics au Québec. Quelque 800 lecteurs et lectrices enthousiastes lui ont fait signe, manifestant un intérêt manifeste. Nous reproduisons ici la première chronique de cette série, parue le 12 janvier, sous le titre Le goût de l'avenir. Vous pouvez lire la série en entier en vous rendant sur www.inm.qc.ca, dans la page du directeur général.

Il est encore temps de prendre des résolutions pour 2004, et je vous en soumets une qui change des promesses de faire plus d'exercice et de cesser de fumer. Elle m'est inspirée par l'écrivain français Jean-Claude Guillebaud qui nous propose de retrouver, comme l'indique le titre de son dernier ouvrage, le goût de l'avenir.

Avoir le goût de l'avenir, c'est vouloir gouverner celui-ci, écrit-il. C'est refuser qu'il soit livré aux lois du hasard, abandonné à la fatalité

ou, pire encore, à la domination des puissants, aux logiques mécaniques, au déterminisme technologique ou aux lois du marché. C'est «être habité par l'idée du lendemain à construire» et «renoncer au renoncement contemporain». C'est rejeter la dictature du présent. C'est «réapprendre à dire non» et mettre en pratique le beau slogan des altermondialistes: Un autre monde est possible.

Une certaine gaieté nous fait défaut, selon Guillebaud. «La joie véritable que nous avons perdue, c'est celle de l'aube, celle des printemps, du lilas, des projets». Il nous presse également de redécouvrir les colères véritables, «celles qui engagent».

Il s'agit, en somme, de réhabiliter l'espérance en un monde meilleur, évanouie dans le tumulte de la vie quotidienne et dont l'érosion nous est dissimulée par l'incantation obsessionnelle du changement.

L'espérance est, avec la liberté, l'antidote à l'autoritarisme. Dans son chef-d'œuvre indémodable, *The Great Dictator*, Charlie Chaplin joue un barbier qui, parce qu'il lui ressemble à s'y méprendre, passe pour le dictateur Adenoid Hynkel, une caricature d'Adolf Hitler, et prononce à sa place un discours qui n'a rien perdu de sa pertinence plus de 60 ans après la première du film le 15 octobre 1940.

Au lieu d'y célébrer les vertus du fascisme et de l'impérialisme, comme l'aurait fait le dictateur, Chaplin fait un appel au peuple pour que celui-ci, redécouvrant les vertus de la démocratie et de la solidarité, garde espoir dans l'avenir.

«Je dis à tous ceux qui m'entendent: ne désespérez pas! Le malheur qui est sur nous n'est que le produit éphémère de l'avidité et de l'amertume de ceux qui ont peur des progrès qu'accomplit l'humanité».

«Vous le peuple, dit-il, vous avez le pouvoir de créer le bonheur, vous avez le pouvoir de faire de cette vie une merveilleuse aventure. Unissons-nous. Il faut nous battre pour construire un monde de raison, où la science et le progrès mèneront tous les hommes vers le bonheur».

D'abord, donc, vaincre le fatalisme, y compris quand la situation semble perdue.

Guillebaud prétend qu'il nous faut sortir du deuil qui a commencé en 1989. Deux cents ans après la Révolution française, est mort avec la chute du Mur de Berlin le mythe révolutionnaire. C'était «la fin de l'histoire». Le capitalisme et la démocratie libérale n'avaient plus de rivaux.

Certes, l'humanité était ainsi soulagée des horreurs du XX^e siècle. Mais la déroutante du communisme entraînait la fin d'une espérance, celle qu'il pouvait y avoir un autre chemin, une autre conception du monde. Nous attendons encore la nouvelle pensée sur laquelle asseoir le refus du fatalisme et une volonté de peser sur le cours de l'Histoire.

À défaut, nous avons assisté au repli sur soi. Ce nouvel individualisme, écrit Guillebaud, «a toutes les chances de correspondre à un retrait progressif, un désengagement général, un refus de civiliser ou de corriger le monde. On se contentera dorénavant d'échanger des marchandises, de gérer le présent, d'y maintenir

un ordre légal, de réguler au jour le jour les contradictions ou de contenir les violences qui rôdent».

Le discours politique est remplacé par les bons sentiments. Le citoyen est lentement destitué et est invité à confier aveuglement son destin aux mécanismes du marché et de la techno science. Il s'en remet aux nouvelles oligarchies capables de gérer les mécanismes mondialisés. Il prend congé de l'Histoire. Il accepte la perspective d'une disparition de la politique et, donc, de la démocratie.

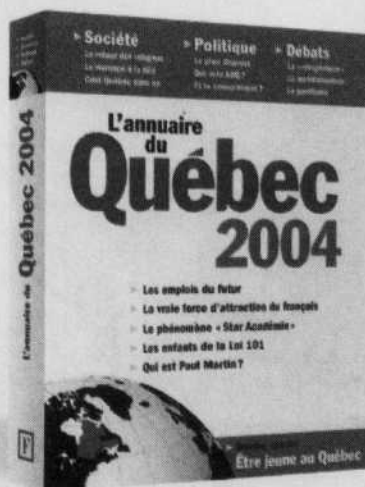
Pour des peuples sans mémoire et privés de projets, le présent occupe tout l'espace. Nous n'acceptons plus de sacrifier quelques heures aujourd'hui contre la promesse d'un futur meilleur. Dès lors que l'espérance s'évanouit, «le présent devient un butin dont chacun veut sa part». Ce sont les chamailleries et le moralisme bon marché qui remplacent la délibération, les querelles élitistes entre dogmatismes qui tuent l'idée même de progrès.

Mais il ne faut pas remplacer une incantation par une autre. Il ne suffit pas de gémir sur la mort de l'espérance ni de se contenter de chanter comme les «phénomias» que «l'avenir on le bâtit ensemble», ou comme les stars de l'académie, que l'on va «changer le monde avec une chanson». Il faut retrouver les vertus mobilisatrices des rêves partagés, réapprendre à débattre et à formuler des idées qui deviendront des projets. Il s'agit de ré-enchanter le présent en y réintroduisant l'avenir.

Le Québec change... suivez le rythme!

L'ANNUAIRE DU QUÉBEC 2004

Sous la direction de **Michel Venne**
Avec plus de 125 collaborateurs
1008 pages • 29,95 \$



- ▶ Tous les chiffres: démographie, conditions de vie, emploi, consommation, santé, éducation, culture, médias, économie, régions
- ▶ Une chronologie des grands événements de l'année 2003
- ▶ 200 graphiques, tableaux et cartes
- ▶ Les photos de Jacques Nadeau et les caricatures de Garnotte
- ▶ 1000 références bibliographiques
- ▶ Les lois adoptées à l'Assemblée nationale
- ▶ Les principales dates de l'Histoire du Québec
- ▶ Un panorama des études québécoises dans le monde
- ▶ Les prix, les galas, les films, les livres



www.editionsfides.com



Il s'agit, en somme, de réhabiliter l'espérance en un monde meilleur, évanouie dans le tumulte de la vie quotidienne

PHOTO: JACQUES NADEAU, LE DEVOIR

Comment améliorer les compétences civiques au Québec ?

Henry Milner

La diminution de la participation électorale est un problème répandu: un peu partout dans le monde, on vote moins aujourd'hui qu'hier. Mais ce problème est particulièrement aigu chez nous: le Canada se classe en effet parmi les derniers à ce chapitre. Aux dernières élections québécoises, par exemple, la participation a baissé à 70 % des électeurs inscrits (et nous savons que le nombre d'électeurs non inscrits augmente). Pour expliquer ce phénomène, il faut invoquer l'affaiblissement des compétences civiques et du niveau des connaissances politiques. Dans un livre récemment publié, on a comparé les niveaux de compétence civique (pourcentage de citoyens possédant les connaissances minimales pour voter et faire des choix politiques bien informés) d'une quinzaine de pays semblables au nôtre. Il est aisé de constater que, dans les pays où la participation aux élections reste la plus élevée, notamment en Scandinavie, les compétences civiques et les connaissances politiques sont les plus développées.

Parmi les indicateurs qui mesurent ces compétences civiques et permettent de comprendre pourquoi celles-ci sont faibles ou élevées au sein d'une société, on compte le taux

d'alphabétisation, le taux de scolarité, les aptitudes de lecture et d'écriture mesurées par diverses enquêtes internationales, le taux d'abandon scolaire, le tirage des journaux quotidiens, le nombre d'heures d'écoute de la télévision, la participation aux activités d'éducation des adultes, la fréquentation des bibliothèques et quelques autres. Pour l'ensemble de ces facteurs, la performance canadienne est mauvaise. Celle du Québec est pire encore.

Ce constat est d'autant plus inquiétant dans une société où le rôle de l'État est encore considéré par la majorité de la population comme étant important. Moins les citoyens s'intéressent aux affaires publiques et à la politique, plus l'État s'affaiblit au profit des autres pouvoirs au sein de la société.

Il est clair que notre mode de scrutin est lié à cette désaffection croissante. L'adoption d'un système proportionnel, proposée par le gouvernement du Québec et plusieurs autres provinces, serait donc un pas dans la bonne direction. La proportionnelle incitera les partis politiques à mobiliser l'ensemble des électeurs, et pas seulement ceux habitant dans les comtés jugés «gagnables». Elle encouragera également la participation de ceux — souvent les jeunes — dont les options politiques sont mal représentées dans le système actuel.

Mais la réforme des institutions risque de ne pas être suffisante, à elle seule, pour aborder le fond du problème, qui réside dans l'af-

faiblissement des compétences civiques et du niveau de connaissances politiques.

La réforme des institutions ne suffit pas

Dans nos politiques, il faut donner la priorité à la promotion des compétences générales, surtout chez les marginaux, notamment les garçons issus de milieux défavorisés qui, en grand nombre, décrochent avant d'avoir acquis les connaissances de base. Le défi consiste donc à inculquer aux étudiants, et particulièrement aux garçons, les habiletés de base, et à les encourager à développer les assises de la compétence civique: la lecture des journaux et des livres, la fréquentation des bibliothèques, la lecture et l'emploi de divers types de cartes géographiques, la rédaction, etc.

En ce qui concerne l'éducation civique des jeunes, le Québec aurait aussi intérêt à s'inspirer du modèle suédois. Celui-ci vise les étudiants de 16 à 18 ans, qui sont tenus de suivre un minimum de 90 heures de cours d'éducation civique (300 heures pour les étudiants en sciences sociales). Il est inacceptable qu'au Québec les étudiants de cégep, qui sont à l'aube de prendre leurs responsabilités comme citoyens, ne soient soumis à aucune obligation de cette nature.

Mais la promotion de la compétence civique doit continuer après l'école. Plus de 75 % des gens âgés de plus de 16 ans n'ayant pas complété leurs études secondaires sont

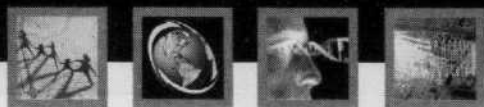
des illettrés fonctionnels. Et le Québec se classe derrière toutes les autres provinces, sauf Terre-Neuve, en ce qui concerne la participation à l'éducation des adultes.

Plutôt que de mettre au point une formation axée uniquement sur les exigences du marché du travail, les nouvelles initiatives en éducation des adultes devront, en priorité, aider les citoyens à acquérir les habiletés essentielles ainsi que de bonnes habitudes de lecture. Je pense aux cercles d'études, à la promotion de la lecture des journaux ainsi qu'à la distribution à coût minime de l'information politique aux moins alphabétisés. Les pays nordiques, par exemple, subventionnent les quotidiens qui ne sont pas les chefs de file dans leur marché. Le sous-tirage des émissions de télévision ainsi que des films et vidéos en langue étrangère, comme on le fait en Scandinavie, pourrait avoir un effet bénéfique important.

Prendre des moyens forts pour renverser le déclin des compétences civiques est devenu impératif.

Henry Milner est politologue, professeur au Collège Vanier et à l'Université Laval. Il vient de publier *Les compétences civiques*, aux PUL. Il est membre du Comité d'orientation et de programmation de l'INM.

La science en ACTION pour un monde en EVOLUTION



La recherche pour éclairer les choix de société

Le centre Urbanisation, Culture et Société de l'Institut national de la recherche scientifique joue un rôle de premier plan dans le développement des connaissances sur les villes, les populations, la culture et la société, tant au plan national qu'international. Force vive du savoir, il approfondit plusieurs questionnements au cœur des choix collectifs.

Des thèmes de recherche

- Villes, régions et territoires
- Populations, liens sociaux, jeunes, familles et vieillissement
- Gouvernance et citoyenneté
- Culture, créativité, science, nouvelles technologies et nouvelle économie

Des savoir-faire

- Analyse quantitative et qualitative
- Veille scientifique
- Évaluation des politiques
- Valorisation des résultats de recherche

Des programmes d'études

- Maîtrise et doctorat en démographie, en collaboration avec l'Université de Montréal
- Maîtrise et doctorat en études urbaines, en collaboration avec l'UQAM

Des connaissances accessibles à tous :
www.inrs-ucs.quebec.ca



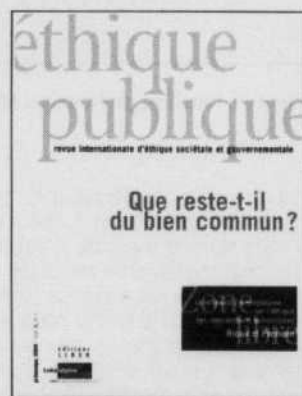
Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (514) 499-4000 www.inrs.quebec.ca

ÉDITIONS
LIBER

éthique
publique

ENAP | CHAIRE FERNAND-DUMONT - INRS



parution mai 2004

Que reste-t-il du bien commun?

COLLABORATEURS

Christian Arnsperger, Jacques Beauchemin,
Diane Bellemare, Fabrizio Cantelli,
Françoise David, Éric Gagnon,
Jean-Louis Genard, Jean-Herman Guay,
André Lacroix, Justine Lacroix,
France Laurendeau, Denis Müller,
Emmanuel B. Picavet, Karine Prémont,
Jean-Pierre Proulx, Jean-François Rioux,
Claude Ryan, Francine Saillant,
Michel Seymour, Daniel M. Weinstock

Thème des numéros déjà parus:

*La vérité en politique; Éthique des affaires et déréglementation;
Éthique policière, militaire et pénitentiaire; Éthique de la recherche; L'État tuteur;
Éthique de la magistrature; Éthique de l'administration et du service public;
Éthique préventive; Éthique et allocation des ressources en santé;
Sexe, jeu, drogue. Du moralisme à l'éthique publique*

LA REVUE ÉTHIQUE PUBLIQUE

MARQUE LE DÉBAT DE L'ÉTHIQUE SOCIÉTALE ET GOUVERNEMENTALE DEPUIS CINQ ANS

Comment les NTIC changent la société

Roger Simard

Il s'est écrit beaucoup de choses sur le dossier Internet et sur ce qu'on a appelé l'ère du numérique. Et pour cause: les nouvelles technologies de l'information ont apporté de nouvelles façons de communiquer, de travailler et de créer. L'éclatement de la bulle technologique de 2000-2001 a contribué à une certaine forme de désillusionnement généralisé par rapport au phénomène alors que son influence continue à se faire sentir dans beaucoup de secteurs de l'activité humaine.

À la fois outil de création de richesse et élément fédérateur des connaissances, le réseau Internet offre des perspectives importantes de développement pour la société. Au Québec en 2003, plus de 60 % de la population utilisait Internet, ce qui se compare avantageusement au reste du Canada et indique qu'il y a eu une forte progression de son utilisation au cours des trois dernières années. Il est intéressant de noter que la Suède est le pays où le pourcentage de la population utilisant Internet est le plus élevé (77 %) suivi des États-Unis avec 68 %.

Il existe bien sûr de multiples facettes à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information dans nos vies, mais voici quelques observations sur des domaines d'application névralgiques.

L'éducation

Le réseau Internet est vaste, l'information n'y est pas toujours bien organisée et cette situation va continuer de présenter des difficultés pour ses utilisateurs. Il est important que nous puissions fournir aux étudiants de tous les niveaux les outils nécessaires à son utilisation afin qu'ils puissent participer pleinement à ce qu'on a appelé, à tort ou à raison, l'économie du savoir. Déjà, les études démontrent que Internet est devenu la première source d'information pour les élèves, avant les amis, les parents et l'encyclopédie, selon une étude rapportée dans *Le Devoir* du 10 avril 2004. Il est donc important de former les futures générations à une utilisation optimale de ce grand bassin de connaissances.

Pour atteindre cet objectif, il faudra bien sûr former les enseignants, eux qui encore maintenant sont les laissés-pour-compte de la révolution Internet. Il faudra donc leur procurer des outils afin qu'ils puissent mettre en réseau leur expertise. Il est maintenant de plus en plus facile pour les utilisateurs de publier eux-mêmes sur la Toile sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les spécialistes du multimédia, ce qui peut rendre les projets éducatifs «portables» et vivants en créant un vaste réseau d'établissements d'enseignement virtuels en symbiose les uns avec les autres. Et pourquoi pas jeter un pont permanent entre les institutions du savoir et la population?

La santé

Parmi les nombreuses raisons qui poussent les individus à utiliser le réseau Internet, l'information sur la santé demeure une des plus populaires. Pourtant il n'existe pas au Québec de portail de qualité qui pourrait être utilisé par la grande majorité des internautes et constituer un premier contact entre l'utilisateur et le réseau de la santé. Les outils existent, l'expertise professionnelle aussi, il ne reste qu'à y ajouter la volonté. De plus, bien que le

réseau Internet soit devenu un outil de communication hyper simple, il est encore rare au Québec de pouvoir communiquer avec son médecin par courrier électronique. Pourquoi?

Chez nous, on «carte-à-pucise» et «méga-hospitalise» depuis des décennies et pendant ce temps, nous laissons passer de belles occasions d'optimiser l'investissement colossal que nous faisons en santé.

Imaginez: un professionnel de la santé ins-

privatisation des firmes de capital de risque annoncée par l'actuel gouvernement libéral.

Il reste que les nouvelles technologies de l'information ont bouleversé plusieurs modèles d'affaires et aboli toutes les barrières géographiques qui s'élevaient entre les consommateurs, les fournisseurs et les producteurs. Cette situation présente des occasions d'affaires que plusieurs entreprises québécoises ont su exploiter. Elle force aussi

Dans son livre *La Galaxie Internet*, Manuel Castells pose le débat de la façon suivante: «La distance croissante entre les citoyens et l'État met à rude épreuve les mécanismes de représentation et incite les citoyens à se retirer de la sphère publique.» L'Institut du Nouveau Monde, lui, s'interrogera sur la manière d'aider les citoyens à être des acteurs efficaces — et non seulement des spectateurs — de la vie publique. Ici, les nouvelles technologies de l'in-

The screenshot shows the website interface for Institut du Nouveau Monde. On the left is a vertical navigation menu with categories like 'L'Institut', 'Événements et activités', and 'Annuaire du Québec'. The main content area features a welcome message, a 'Devenez membre' section, and an 'Abonnez-vous à la lettre électronique' section. On the right, there are promotional boxes for 'L'Université d'été' and 'L'Annuaire du Québec'.

Le site Internet de l'Institut du Nouveau Monde, www.inm.qc.ca

crit votre nom dans un ordinateur de poche sans fil, relié à un réseau central, qui lui donne accès à votre dossier médical. Il y transcrit les informations relatives au motif de votre visite, puis décide de prescrire un médicament. Un programme d'aide à la prescription détecte s'il y a contre-indication avec les médicaments que vous prenez déjà puis, d'un clic, l'ordonnance est acheminée à la pharmacie via Internet. Utopie? Ces outils existent et sont utilisés aux États-Unis.

L'économie

Nous sommes revenus des vertiges créés par la folie boursière de la filière Internet. Le plus gros investissement au Québec dans le domaine fut celui, impressionnant, de quatre milliards de dollars de la Caisse de dépôt dans l'acquisition de Vidéotron par Quebecor, créant ainsi un AOL-Time Warner à la québécoise. La structure étatisée du capital de risque québécois durant ces années d'effervescence a peut-être contribué au faible taux de création d'entreprises dans ce secteur. Il sera intéressant d'observer l'effet qu'aura la

nombre d'entre elles à user de créativité afin de protéger ses marchés de proximité.

Que subsistera-t-il des Cité du multimédia et Technopôle? L'avenir le dira. Il faudra cependant que le capital de risque au Québec stimule la création de contenu original, aide les jeunes entrepreneurs et récompense le goût du risque.

La démocratie en ligne

«La création d'un gouvernement en ligne rendra aux citoyens tous les services, applicables par Internet, plus efficacement et à meilleur coût. Ce gouvernement en ligne permettra aussi de consulter les citoyens, tant sur les politiques publiques que sur leur satisfaction à l'endroit des services rendus par l'État.» (Extrait du discours du premier ministre du Québec, Jean Charest, à l'occasion de l'inauguration de la 37^e législature, le 4 juin 2003.)

Une série d'articles de Michel Dumais dans *Le Devoir* (23 février, 1^{er} et 8 mars 2004) expose clairement les défis et les enjeux liés à la e-démocratie, la e-administration et le e-gouvernement.

formation joueront un rôle crucial afin d'épauler l'Institut dans sa mission. Un contenu pertinent, la consultation permanente et la retransmission simultanée ou en différé de débats importants sur les grands enjeux permettront de créer une immense communauté virtuelle dont l'intérêt commun sera l'avenir de la société québécoise.

Le site Internet de l'Institut du Nouveau Monde permettra donc d'alimenter le débat et deviendra une source d'information très riche sur l'évolution de la pensée au Québec. C'est pourquoi nous vous invitons à ajouter son adresse électronique à votre liste de sites favoris: www.inm.qc.ca.

Roger Simard est président-directeur général de Conceptis Technologies et membre du conseil d'administration de l'INM.

Le Québec et l'intégration continentale: de l'«américanité» à l'«aménilatinité»

Pourquoi le Québec est bien placé pour participer pleinement à l'intégration continentale et a tout avantage à développer ses liens avec l'Amérique latine

Frédéric Lesemann



La question de la place et du rôle du Québec dans les processus de la mondialisation des économies et des sociétés s'impose aujourd'hui plus que jamais. De façon toute particulière, le Québec est

concerné, à ce chapitre, par son inscription croissante dans la dynamique d'intégration continentale des Amériques. L'idée à la base de cet article est que le Québec a tout intérêt à participer activement à cette dynamique et que, en tant que «petite nation», il a potentiellement en main tous les instruments requis et toute l'expérience historique nécessaire pour tirer son épingle du jeu en partageant avec plusieurs pays latino-américains son expérience démocratique et son savoir-faire en matière de cohésion sociale.

L'intégration continentale est le plus souvent strictement associée aux échanges économiques et à l'ouverture des marchés. En réalité, ce processus d'intégration est beaucoup plus vaste: il concerne d'abord les sociétés civiles dans leurs rapports aux États, dont les rôles sont en pleine transformation, et aux marchés, de plus en plus intégrés à l'échelle continentale. Les enjeux concernent la vie démocratique, la qualité du «vivre ensemble» et la sécurité, tant dans chaque ensemble national qu'à l'échelle du continent. Et à ce titre en particulier, le Québec a un rôle stratégique à jouer, déjà apprécié par plusieurs leaders d'opinion à l'échelle du continent. C'est du moins l'expérience de plusieurs membres du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA) et la mienne en particulier, lorsque je me retrouve au Mexique ou en Argentine. L'expérience du Québec en matière de production de la cohésion sociale y est connue et favorablement reconnue.

Conditions favorables

En tant que «petite nation», le Québec bénéficie d'au moins trois *a priori* favorables exceptionnels dans ses relations avec l'Amérique latine. Tout d'abord, il ne peut d'aucune manière être soupçonné d'impérialisme à un moment où les frustrations à l'égard des États-Unis n'ont jamais été aussi exacerbées. Doté d'une économie parfaitement concurrentielle dans une économie mondialisée et d'une bonne partie des instruments de décision collective grâce à une relative autonomie politique, le Québec est en mesure de tirer avantage de cette position institutionnelle apparemment limitative en se faufilant entre les «grands», confrontés aux menaces extérieures, préoccupés de gérer la désarticulation de leur territoire et de leurs institutions nationales ou encore de régenter la planète.

Dans un contexte de mondialisation, le fait qu'une petite nation comme le Québec ne détiennne pas la totalité des attributs traditionnels d'un État, au sens d'un État-nation constitué sur une base territoriale établie au XIX^e siècle, n'est pas un obstacle à l'intégration: il n'a en effet pas besoin d'être préoccupé par le contrôle de ses frontières et par la défense des attributs de sa souveraineté, dont les relations politiques internationales et les alliances embarrassantes auxquelles il devrait participer. Il a ainsi beaucoup plus de marge de manœuvre et de crédibilité dans ses relations internationales, tant commerciales que «culturelles», c'est-à-dire menées au nom d'une conception du politique (en référence aux droits, à la démocratie) plutôt qu'au nom d'intérêts politiques nationaux inévitablement inscrits dans des alliances impériales.

Ensuite, il partage une culture latine commune pour la promotion et la défense de laquelle il se bat en se dotant d'instruments juridiques et législatifs et en affirmant sa différence culturelle face à l'envahissement et à l'em-

prise de la langue et de la culture «américaines». Cette lutte est remarquée et reconvenue par plusieurs pays latino-américains. Le partage d'une culture latine signifie par ailleurs qu'au-delà des différences linguistiques, les structures de raisonnement, les systèmes de pensée, les référents culturels sont immédiatement proches. On le constate régulièrement dans les conversations ou les contacts scientifiques ou administratifs: «ça marche» de manière directe alors qu'il peut être si compliqué de se comprendre avec des collègues anglo-américains.

Enfin, le Québec a développé au cours des deux dernières décennies une expérience du «vivre ensemble» qui lui a permis de produire un niveau de cohésion sociale satisfaisant, qui fait l'envie de nombreux autres pays. Cette expérience s'est construite dans un apprivoisement et un aménagement progressifs des relations entre l'État et les principaux acteurs de ce qu'il est convenu d'appeler la «société civile»: patronat, syndicats, groupes communautaires, groupes d'intérêt, etc. Elle a modelé les

politiques et les pratiques publiques, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'alphabetisation, de la santé publique, de l'organisation des soins de santé, de la culture, de la langue, du droit, du fonctionnement parlementaire, des droits humains ou, plus récemment, de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion par l'insertion en emploi, etc. Toutes ces pratiques sont issues d'une dynamique sociale qui relève d'une forme ou d'une autre de mobilisation de la «société civile».

Le Québec est reconnu

Et pour des yeux étrangers, cette expérience du «vivre ensemble» est parfaitement repérable, cohérente et, de plus, enviable. Oui, le Québec des dernières décennies est connu et admiré en Amérique latine par des représentants du secteur public, des milieux d'affaires, des intellectuels, des acteurs syndicaux, communautaires, ou encore des mouvements autochtones. C'est là probablement un effet de

Suite à la page 12



Photographie officielle des chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet des Amériques, à Québec, en avril 2001. «S'il n'y a peut-être pas là la totalité d'un projet de société mobilisateur, il y en a du moins une partie essentielle. En effet, un tel projet se trouve fondé sur le dynamisme d'un axe géopolitique Nord-Sud novateur, où le Québec trouve reconnaissance et valorisation de son expérience collective, ce qui lui permet du même coup de pondérer les alliances Est-Ouest traditionnelles avec le Canada anglais ou la France».

PHOTO : REUTERS/Larry Downing

Suite de la page 11

plus de 20 années de communication et d'échanges — missions commerciales du Québec et du Canada au Chili, en Argentine, au Mexique et au Brésil, particulièrement; innumérables échanges universitaires, tant de professeurs que d'étudiants, d'artistes, de militants syndicaux, des droits civiques, des mouvements coopératifs, des mouvements autochtones, des mouvements de femmes, des ONG, etc. — mais aussi de la présence croissante d'immigrants latino-américains au Québec qui demeurent en contact avec leurs familles et leur font rapport de leurs nouvelles conditions de vie. On «envie» ce qui est perçu comme une société productive, qui «marche», qui a réussi à se tailler une place dans la compétition internationale, qui vit dans une certaine harmonie sans générer des conflits insolubles, qui est sécuritaire, non corrompue, qui pratique des valeurs axées sur la reconnaissance des droits, de la promotion de la justice et de l'équité, qui est créative et porteuse d'une identité propre, que l'on voit se déployer en particulier dans le domaine de l'expression artistique. Bien sûr, cette vision comporte sa part d'idéal! Nous savons bien que le Québec connaît une multitude de problèmes, comme partout. Mais cet idéal est atteignable ou, tout au moins, il n'est peut-être pas aussi inaccessible qu'ailleurs.

Ce constat que font nos interlocuteurs latino-américains sur notre société et qu'ils nous renvoient en tant qu'observateurs extérieurs peut nous fournir les éléments d'un projet de société vers lequel on devrait tendre et qui s'inscrirait pleinement dans les défis posés au Québec par son intégration active dans les dynamiques continentales. C'est en vertu de son statut de «petite nation», de sa culture latine

et, surtout, de sa capacité à expérimenter des formules satisfaisantes de cohésion sociale que le Québec, par la force de sa «société civile», peut occuper un espace économique, politique et culturel parfaitement légitime et, me semble-t-il, attendu, dans le processus d'intégration continentale.

De l'«américanité» à l'«amérlatinité»

Un tel projet permet au Québec non seulement de se positionner favorablement sur la scène internationale qui lui est la plus «naturelle» — les sociétés latines —, mais il contribue à une certaine libération des diverses dépendances collectives héritées du passé, qu'elles soient économiques, politiques ou symboliques. Pour le dire autrement, je crois que le débat sur l'«américanité» du Québec pourrait désormais faire place à un débat sur son «amérlatinité». Qu'est-ce à dire?

La question de l'«américanité» du Québec s'est principalement manifestée à un moment historique précis, les années 1980, où des intellectuels québécois ont senti la nécessité d'affirmer l'appartenance du Québec à l'ensemble nord-américain, essentiellement défini comme espace états-unien. Ils exprimaient par là la nécessité pour le Québec de reconnaître et d'assumer pleinement son appartenance à l'ensemble nord-américain (à cette époque défini à l'exclusion du Mexique) dominé par les États-Unis, sans pour autant en subir l'influence du mode de vie, c'est-à-dire sans subir une «américanisation» des modes de vie et des valeurs propres aux Québécois.

Cette préoccupation rejoignait dans un sens celle, historique, de toutes les élites canadiennes françaises traditionnellement soucieuses de défendre la spécificité du fait canadien français dans l'ensemble anglophone et

protestant nord-américain. Mais elle s'en distanciat aussi complètement, dans la mesure où le thème de l'«américanité» s'est développé en réaction à la référence systématique à la France comme source d'identité. Cette pratique des élites était en effet en décalage complet avec la réalité de la vie des classes populaires et des classes moyennes, autant avant qu'après la Révolution tranquille qui a, dans un premier temps, fortement compté sur ses liens avec la France, perçue comme une alliée privilégiée dans le cadre d'un processus d'autonomisation du cadre fédéral.

La question de l'«américanité» a tenté d'articuler cette affirmation d'une pleine participation des Québécois à une culture nord-américaine sans pour autant que cette participation ne porte atteinte à leur spécificité culturelle et, par là, à leur identité collective unique. Dans le cadre de notre réflexion, la question se pose de savoir si l'on ne devrait pas maintenant parler d'une «amérlatinité» des Québécois, définie par des horizons beaucoup plus vastes que ceux des États-Unis, à savoir ceux du continent entier qui inclut une composante majoritaire de latinité, vitale pour le Québec.

C'est ce qu'autorise aujourd'hui l'ouverture continentale, liée bien sûr aux processus économiques et marchands, mais aussi largement culturels, en vertu de la mondialisation

des communications et des échanges humains. Il me semble que le Québec devrait en profiter pleinement compte tenu des avantages de sa position unique sur le continent. S'il n'y a peut-être pas là la totalité d'un projet de société mobilisateur, il y en a du moins une partie essentielle. En effet, un tel projet se trouve fondé sur le dynamisme d'un axe géopolitique Nord-Sud novateur, où le Québec trouve reconnaissance et valorisation de son expérience collective, ce qui lui permet du même coup de pondérer les alliances Est-Ouest traditionnelles avec le Canada anglais ou la France, marquées plutôt par des rapports de dépendance historique. Un terrain politique et culturel prometteur peut émerger autour de cette «amérlatinité», défini par les valeurs de démocratie et de vitalité de la «société civile».

Une version longue de ce texte est disponible sur le site <www.gira.info>.

L'auteur est professeur à l'INRS-Urbanisation, culture et société, coordonnateur du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA) et membre du conseil d'administration de l'INM.

Frederic.Lesemann@inrs-ucs.quebec.ca



CONCEPTIS
TECHNOLOGIES

Nous saluons la création de
l'Institut du Nouveau Monde



Manifestations au Forum social mondial, à Porto Alegre, au Brésil, en 2003. «Un terrain politique et culturel prometteur peut émerger autour de cette «amérlatinité», défini par les valeurs de démocratie et de vitalité de la société civile».

PHOTO : REUTERS / Sergio Moraes

Nos institutions démocratiques ont besoin d'un rajeunissement

Claude Béland



Dans ce monde nouveau, la fragilité de la démocratie est source d'inquiétude dans la plupart des pays occidentaux. La puissance du capital financier mondial — que Jean Ziegler qualifie de nouveaux maîtres du monde — affaiblit la souveraineté des États et menace la démocratie. Le Québec n'y échappe pas. C'est pourquoi, à la fin de 2002, à l'initiative du gouvernement de l'époque, un groupe de neuf citoyennes et citoyens a assumé le mandat de libérer la parole citoyenne et d'inciter la population à exprimer clairement ses attentes à l'égard de nos institutions démocratiques — une consultation sans précédent et inédite dans l'histoire du Québec en matière de démocratie et d'institutions démocratiques. À l'issue de ces consultations publiques et des états généraux auxquels participèrent près de 1000 personnes, un rapport final fut déposé, lequel contient plusieurs recommandations dont le ton global vise à réclamer une démocratie davantage participative, parfois même directe, et s'inscrit dans le thème même de ces états généraux: «Le pouvoir aux citoyennes et citoyens.»

Cette démocratie plus vivante requiert un mode de scrutin renouvelé de façon à ce que chacun des votes des citoyennes et citoyens compte vraiment, et que soit mis fin aux distorsions qui font qu'un parti politique hérite du pouvoir malgré un pourcentage de votes inférieur à celui de son plus proche adversaire. Il est donc recommandé d'adopter un nouveau mode de scrutin qui corrige ces distorsions, qui maintienne le lien entre un certain nombre de députés et leurs électeurs, qui permette l'ouverture de l'Assemblée nationale à un pluralisme politique et qui favorise une représentation efficace des régions, en plus d'une présence plus grande dans les affaires politiques des femmes, des jeunes et des représentants des communautés ethnoculturelles.

Dans le même esprit, on a recommandé l'adoption de mesures de démocratie directe. En premier lieu, l'adoption, à la suite d'un référendum, d'une constitution pour le Québec, à l'exemple du Canada, de la Colombie-Britannique et aussi des États américains et australiens, des cantons suisses et des *landers* allemands. En effet, une démocratie vivante doit permettre au peuple d'adopter ses lois fondamentales. L'objectif visé est de donner plus de sens à la souveraineté populaire et de préciser la notion d'électeur mandant et d'élu mandataire. À cela, il faut ajouter l'introduction d'un processus d'initiatives populaires et permettre ainsi aux électeurs de réclamer la tenue d'un référendum sur des questions d'intérêt public. Il faut aussi faire en sorte que la durée du mandat d'un gouvernement soit déterminée par le peuple et ne soit pas une prérogative du

premier ministre, souvent utilisée en guise de stratégie électorale. Au Canada, le gouvernement de la Colombie-Britannique a adopté, en 2001, une loi fixant la prochaine élection au 17 mai 2005 et, par la suite, au deuxième mardi du mois de mai, tous les quatre ans. Sur le plan municipal, d'ailleurs, le Québec tient déjà des élections à date fixe.

Le système politique

Cette démocratie d'un monde nouveau exige aussi que soit revu le système politique. À l'exemple de l'autonomie du système judiciaire, il y a lieu de réfléchir à une meilleure séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Le système actuel favorise une concentration importante du pouvoir entre les mains de l'exécutif, le gouvernement exerçant une forte influence sur la chambre législative, ce qui affaiblit le rôle premier du député, celui de législateur. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui croient qu'il faut revoir sérieusement le rôle du député.

Finalement, nous devons nous préoccuper davantage de l'amélioration des compétences civiques des citoyens et citoyennes, et particulièrement des jeunes. La consultation publique préalable aux états généraux a créé chez ceux et celles qui y ont participé un intérêt pour la création d'espaces démocratiques qui permettraient d'échanger librement, de recevoir de l'information non partisane, et de s'éduquer mutuellement à la citoyenneté et à la démocratie, et ce, afin de mieux affronter la complexité du «vivre ensemble» dans ce monde nouveau. De là l'idée de créer des conseils régionaux de la démocratie et de la citoyenneté. Déjà, au Québec, sans l'aide de l'État, de tels conseils se sont formés, chapeautés par le mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec.

Finalement, autre sujet préoccupant pour la population, la concentration des médias. Faut-il subventionner les journaux à petit tirage afin d'ajouter au nombre des quotidiens, à l'exemple de la Suède qui compte cinq quotidiens nationaux et 80 quotidiens dans ses différentes communautés? Il faudra répondre, un jour, à cette question puisque, de toute évidence, il s'agit là d'un souci réel des gens.

La réforme des institutions démocratiques apparaît comme une composante importante et majeure du projet de société des Québécois. Ceux-ci perçoivent cette mise à niveau des institutions comme étant le moyen de s'approprier les outils nécessaires à l'adaptation aux changements qu'impose la mondialisation. Chose certaine, ces dernières années ont engendré chez les citoyennes et citoyens un désir d'échanger, de s'informer, d'argumenter afin d'améliorer leurs connaissances civiques et de mieux jouer leur rôle de citoyen et de citoyenne dans leur milieu.

Ancien président du Mouvement Desjardins, Claude Béland est titulaire de la chaire Économie et humanisme à l'UQAM. Il a présidé le comité directeur des États généraux sur les institutions démocratiques. Il est membre du conseil d'administration de l'INM.



Le mode de scrutin doit être révisé.

PHOTO : JACQUES GRENIER, LE DEVOIR

PUL-IQRC

La compétence civique

Comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie

Henry Milner

On ne peut que se féliciter de la publication en langue française de cet ouvrage d'Henry Milner sur les compétences civiques. C'est un livre appelé à marquer la sociologie politique comparatiste. En paraphrasant l'adage « ouvrir une école, c'est fermer une prison », on pourrait affirmer qu'ouvrir le citoyen à la compétence politique, c'est générer une société plus démocratique et plus égalitaire. C'est le message qu'Henry Milner délivre tout au long de son ouvrage avec de multiples arguments et une volonté inlassable de convaincre.

Pierre Bréchon, directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble (France)



Collection *Prisme*
dirigée par Guy Laforest

2-7637-7938-7 • 398 pages • 35 \$



Pour de plus amples renseignements
Les Éditions PUL-IQRC
Tel. (418) 656-7381 • Téléc. (418) 656-3305
Dominique.Gingras@pul.ulaval.ca
www.ulaval.ca/pul

Les trois faces de la démocratie

Entre l'individualisme et le bien commun

Ian Parenteau

Le gouvernement Charest lançait en février dernier une opération de dialogue avec les citoyens en annonçant la mise sur pied d'un cycle de forums régionaux. L'exercice est conçu pour favoriser la participation des citoyens à la vie publique et s'inscrit dans une volonté de réaffirmation de la démocratie.

La coprésidente de l'initiative, la ministre Line Beauchamp, l'explique en termes de préservation de certaines valeurs. Viennent en tête de la liste de celles-ci la « primauté des libertés individuelles » et, en bas, un « attachement aux valeurs démocratiques ».

Quelle conception de la démocratie sous-tend cet exercice de consultation?

La démocratie consultative

La démocratie consultative vise à permettre un double renforcement du lien démocratique. D'une part, les citoyens se voient conviés, par le politique, à prendre part à la vie publique. Cela réduit la distance entre les gouvernants et les gouvernés. D'autre part, la consultation publique répond à une volonté, au sein de la population elle-même, d'occuper un rôle plus important dans la prise de décision concernant certaines questions capitales. Cette volonté est attestée notamment par les mobilisations citoyennes récentes au sujet des projets de construction de la centrale thermique du Suroît et de l'incinérateur de Belle-Dunes. Elle valorise la prise de position des citoyens pour la démocratie. Mais quelle est la portée démocratique de l'exercice de la consultation publique?

La consultation publique poursuit essentiellement trois objectifs. Elle diffuse de l'information, elle favorise la conciliation entre gouvernants et gouvernés et, enfin, elle facilite une certaine appropriation par les citoyens

des services qu'ils utilisent et financent. Ce faisant, elle permet une meilleure participation citoyenne, que plusieurs estiment être la pierre angulaire d'une saine démocratie.

Les critiques de ce type d'exercice sont nombreuses. Les uns y voient principalement un exercice de relations publiques par lequel les gouvernants cherchent à convaincre l'électorat de leur bonne volonté; le citoyen est ainsi relégué à un rôle passif. Les autres la mettent en doute, la jugeant inefficace comme moyen de prise de décision. En définitive, la consultation publique ne peut à elle seule réduire le déficit démocratique.

D'autres pièges se cachent également derrière les intentions des promoteurs de la consultation publique. Celle-ci invite à une participation des citoyens à titre individuel et offre un espace de dialogue au sujet de leurs revendications individuelles. Cette démarche favorise l'expression de volontés individuelles au détriment du bien commun. La consultation publique s'inscrit dans une conception individualiste de la démocratie.

L'exercice de la consultation publique, qui met de l'avant une démocratie individualiste, s'oppose donc au modèle démocratique, qui s'appuie sur le principe du bien commun.

Lorsque l'on utilise le concept de démocratie dans une perspective normative, il faut faire intervenir les éléments qui composent le rapport dialectique du citoyen à la société. La nature de ce rapport détermine le type de démocratie.

Dans la démocratie libérale, c'est-à-dire là où prime le principe de la liberté de l'individu, la relation entre le citoyen et la société est, pour reprendre l'idée du philosophe John Rawls, conditionnée par « une valeur équitable de l'égalité des droits ». Le droit des individus prévaut sur celui de la collectivité et le processus de décision est basé sur les principes du droit moderne. Le sujet du droit moderne

étant avant tout l'individu, la démocratie consultative appartient à la famille libérale.

La démocratie sociale

Dans la démocratie sociale, où le rapport entre la société et le citoyen se fait à la faveur uniquement sur le droit moderne; il repose davantage sur le primat du droit collectif que celui de l'individu. La démocratie sociale lie donc l'ensemble des citoyens dans un esprit démocratique qui traduit un désir fort de vivre ensemble. Le modèle québécois est plus proche de la démocratie de type social que de celle de type libéral, dans la mesure où le bien commun, celui de la société, l'emporte sur le bien individuel. Nous n'avons qu'à penser à la loi 101 qui protège l'héritage culturel francophone des Québécois au détriment des droits individuels.

Enfin, il existe un troisième modèle: la démocratie de l'expert. En privilégiant la gestion du lien social grâce au seul savoir technique et codifié, le droit notamment, dans une démocratie de l'expert, les politiques relèguent une partie de leurs responsabilités et devoirs à l'expert. De façon plus concrète, le phénomène de judiciarisation du politique — l'action d'abandonner à l'expert judiciaire une décision qui, a priori, relève du politique — et le fait de normaliser les rapports sociaux par des codes éthiques caractérisent ce type de démocratie. Par exemple, en déférant à la Cour suprême du Canada la décision d'autoriser ou non les mariages entre conjoints de même sexe, le gouvernement canadien inscrivait sa démarche dans une démocratie de l'expert. Le cabinet fédéral a préféré laisser le soin aux juges de trancher une question qui, pourtant, était essentiellement plus politique que juridique. Dans la démocratie de l'expert, le rapport du vivre ensemble transige du politique, de nature démocratique, vers le juridique, de nature non démocratique, les juges de la cour n'étant pas élus.

Réinjecter du « nous » dans la démocratie

Dans laquelle des trois formes de démocratie se situe l'avenir du Québec? Décomposons les rapports entre les citoyens et la société afin de répondre à cette question.

La démocratie fait intervenir trois pronoms. Le « je », qui est à la fois individu et citoyen. Le « nous » collectif. Et le « il », fonctionnaire, scientifique et expert de la chose publique. La nature du rapport qui les unit détermine le type de démocratie.

Il est permis de croire que la démocratie actuelle se déplace effectivement depuis le second modèle, celui social-démocrate, vers les deux autres. La démocratie québécoise devient donc affaiblie par l'individualisme du « moi » et la rationalité du « il », causant alors préjudice au « nous », son élément de solidarité. Tout effort en vue de renforcer la démocratie doit donc passer par une valorisation du « nous ».

Les craintes que suscite le déficit démocratique sont donc réelles. Simplement, en valorisant le « moi » et le « il » au détriment du « nous », en privilégiant en guise de solution les démocraties libérale et de l'expert, les politiques éloignent encore davantage les citoyens — le « nous » — de la chose publique que, pourtant, ils tentent de rapprocher.

Ian Parenteau est rédacteur en chef du site Internet de l'Université du Nouveau Monde au sein de l'INM.

L'exercice de la consultation publique met de l'avant une démocratie individualiste

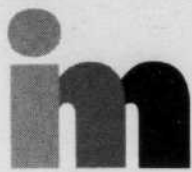
Les craintes que suscite le déficit démocratique sont réelles



Le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill:

Un choix incontournable pour étudier le Québec!

WWW.ARTS.MCGILL.CA/PROGRAMS/QS



INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

Un institut indépendant, non
partisan, voué au renouvelle-
ment des idées et à l'anima-
tion des débats publics au
Québec. L'INM veut inspirer

l'émergence de solutions novatrices aux problèmes
du Québec contemporain dans un contexte de mon-
dialisation marqué par l'incertitude et le changement.

L'INM œuvre dans une perspective de justice sociale,
dans le respect des valeurs démocratiques, et dans
un esprit d'ouverture et d'innovation.

L'INM encourage la participation des citoyens, con-
tribue au développement des compétences civiques,
au renforcement du lien social et à la valorisation des
institutions démocratiques.

DEVENEZ MEMBRE

LES CATÉGORIES DE MEMBRES

Membre régulier (individus)

Seuls les membres réguliers (individus) ont droit de vote à l'assemblée générale de l'Institut du Nouveau Monde et sont éligibles au conseil d'administration.

Les membres individuels peuvent choisir le niveau de cotisation qui leur convient avec les privilèges qui lui sont associés.

Cotisation annuelle 100\$*

- Recevez un exemplaire de L'Annuaire du Québec 2004**
- Recevez par la poste la version imprimée de la revue de l'INM (4 parutions par année), en plus de la version électronique.
- Recevez la lettre électronique mensuelle de l'INM
- Participez aux activités réservées aux membres
- Obtenez des rabais sur les publications et sur les droits d'entrée aux activités ouvertes au public

Cotisation à prix réduit 25\$

- Recevez par courriel la version électronique de la revue de l'INM
- Recevez la lettre électronique mensuelle de l'INM
- Participez aux activités réservées aux membres
- Obtenez des rabais sur les publications et sur les droits d'entrée aux activités ouvertes au public

Membre corporatif

Cotisation annuelle

- Entreprises, institutions, syndicats, organismes publics : 1000\$
- Groupes communautaires : 100\$

Les avantages consentis aux membres réguliers (cotisation de 100 \$) le sont également aux membres corporatifs.

* L'adhésion de toute personne qui obtient sa carte de membre avant le 1^{er} juillet 2004 est valide jusqu'au 30 juin 2005.

** Si vous possédez déjà un exemplaire de L'Annuaire du Québec 2004, vous pouvez demander, à la place, de recevoir un exemplaire de l'édition 2005 de L'Annuaire du Québec dès sa parution en décembre 2004.

FORMULAIRE D'ADHÉSION

209, rue Sainte-Catherine Est, Bureau V-3110, CP 8888, Succursale Centre-ville, Montréal (Québec), H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-0239 ■ Télécopieur : (514) 987-8493 ■ Courriel : inm@inm.qc.ca ■ www.inm.qc.ca

MEMBRE RÉGULIER (individus)

M. Mme Mlle

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : No _____ Rue _____

Casier postal : _____ Succursale : _____

Ville : _____ Province : _____

Pays : _____ Code postal : _____

Téléphone : () _____

Télécopieur : () _____

Courrier électronique : _____

Société ou organisme : _____

À des fins statistiques seulement :

Âge : _____ Occupation : _____

Je souhaite devenir membre de l'Institut du Nouveau Monde

Cotisation régulière 100\$

Je souhaite recevoir immédiatement un exemplaire de L'Annuaire du Québec 2004

Je préfère recevoir en décembre 2004 l'édition 2005 de L'Annuaire du Québec

Cotisation à prix réduit 25\$

MEMBRE CORPORATIF

Nom de la société ou de l'organisme : _____

Nom de la personne représentant la société ou l'organisme :

M. Mme Mlle

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : No _____ Rue _____

Casier postal : _____ Succursale : _____

Ville : _____ Province : _____

Pays : _____ Code postal : _____

Téléphone : () _____

Télécopieur : () _____

Courrier électronique : _____

Cotisation régulière 1000\$

Groupe communautaire 100\$

Je souhaite recevoir immédiatement un exemplaire de L'Annuaire du Québec 2004

Je préfère recevoir en décembre 2004 l'édition 2005 de L'Annuaire du Québec

JE FAIS UN DON EN ARGENT À L'INM

Je joins un chèque payable à l'ordre de l'Institut du Nouveau Monde au montant de :

50\$ 100\$ 250\$ 500\$ 1000\$

autre, précisez : _____

Je paie par carte de crédit

VISA Master Card

Numéro : _____

Expiration : _____ / _____

Signature : _____

J'AI DU TEMPS À DONNER À L'INM

Pour participer à des groupes de travail ou des comités

Voici les sujets qui m'intéressent en priorité :

Comme rédacteur ou rédactrice

Comme personne ressource, conférencier, conférencière

Voici mes domaines de compétence :

Pour organiser des activités

Comme bénévole à l'Université du Nouveau Monde

Autre, précisez _____

Je joins un chèque payable à l'ordre de l'Institut du Nouveau Monde au montant de : _____

Je paie par carte de crédit

VISA Master Card Numéro : _____ Expiration : _____ / _____

Signature : _____

Acteurs
ou
spectateurs ?

UQÀM

Prenez position

Osez

vous serez étonnés!

Offrez-vous Le Devoir
du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées Science Éducation Économie Culture Sports
CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

LE DEVOIR

Un journal indépendant

Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559

www.ledevoir.com